

Villejuif, la guerre de 1870 et la **Commune de Paris**

La guerre contre la Prusse et la défaite de la France (19 juillet 1870 – 28 janvier 1871)

De 1868 à 1870, une révolution secoua l'Espagne. Guillaume 1^{er}, roi de Prusse, décida alors de mettre sur le trône espagnol un de ses cousins.

Se sentant menacé, l'Empereur des Français, Napoléon III, exigea que la Prusse renonce à ce choix. Celle-ci finit par reculer. Cependant Napoléon III voulut que cette décision soit officialisée par une lettre.



Otto von Bismarck, chancelier allemand (1871-1890).

Le Roi de Prusse refusa, après avoir éconduit l'Ambassadeur de France et transmit, le 12 juillet 1870, un télégramme à son Chancelier, Bismarck, relatant l'incident.

Bismarck cherchait depuis longtemps la guerre avec la France : il publia le télégramme du Roi en lui donnant un caractère belliciste.

La France, insultée, déclara précipitamment la guerre à la Prusse, le 19 juillet.



Napoléon III, Empereur des Français (1852-1870), par le peintre Jean-Hippolyte Flandrin.

Cependant le pays n'était pas prêt au conflit, ne mobilisant ainsi que 250 000 hommes contre 800 000 à la Prusse et à ses États germaniques. Les défaites se succédèrent. Le 2 septembre 1870, l'armée française capitula à Sedan, l'Empereur est fait prisonnier. L'Assemblée législative proclama le 4 septembre, la fin de l'Empire et le début de la Troisième République. Paris fut, quant à elle, encerclée par les Prussiens dès le 18 septembre.

A Villejuif, la redoute des Hautes-Bruyères ainsi que celle installée au moulin de Saquet, faisaient partie d'un ensemble de fortifications avancées qui doublait la première ligne de forts proches de Paris (Ivry, le Kremlin-Bicêtre, Montrouge, Vanves...). Face aux bombardements prussiens, les deux redoutes furent abandonnées, le 19 septembre 1870, puis réinvesties le 23.



Combat à Villejuif 19 septembre 1870 par le peintre Jean-Baptiste Edouard Detaille.

Le 30 septembre, une colonne partie de Villejuif tenta de percer la ligne prussienne au sud. Mais elle fut massacrée à Chevilly.



Plan de la redoute des Hautes-Bruyères en 1900. Collection Archives communales de Villejuif.

Villejuif, coincée entre ses redoutes et les lignes prussiennes, devint un champ de bataille. Bon nombre de Villejuifois se réfugièrent alors dans Paris assiégée.

La fin de la guerre et la Commune de Paris (février 1871 - mai 1871)

Après un siège de 4 mois et une succession d'échecs militaires, le Gouvernement de Défense nationale capitula, le 28 janvier 1871, et signa l'armistice avec la Prusse, le 26 février.

Le pays voulait la paix : les monarchistes remportèrent les élections législatives et nommèrent Adolphe Thiers, chef du pouvoir exécutif français.

Mais les Parisiens se sentaient trahis après la signature de l'armistice et craignaient un retour de la monarchie. Dans un sursaut patriotique et animés par une forte conviction républicaine, ils s'opposèrent, le 18 mars 1871, aux troupes envoyées par Thiers pour récupérer des canons payés par les souscriptions de la population au début du conflit contre la Prusse.

Les soldats et la garde des fédérés fraternisèrent alors avec le peuple. Cette insurrection marqua les débuts de la Commune de Paris.

Le comité central de la Garde nationale s'installa à l'Hôtel de Ville et y organisa des élections qui conduisirent, le 26 mars 1871, à la mise en place de la Commune, révolution ouvrière se lançant à "l'assaut du ciel".



*Entrée de la redoute.
Photo Gaston Monot.
Collection SHLPP.*

Fin mars 1871, l'armée de Thiers s'installa derrière la ligne de cessez-le-feu, bénéficiant ainsi du bouclier prussien. Le deuxième siège de Paris commençait. Villejuif redevint un avant-poste, avec ses lignes de défense, ses tranchées et barricades ainsi que ses deux redoutes occupées par des bataillons de fédérés, défenseurs de la Commune de Paris, jusqu'à leur reddition fin mai 1871.



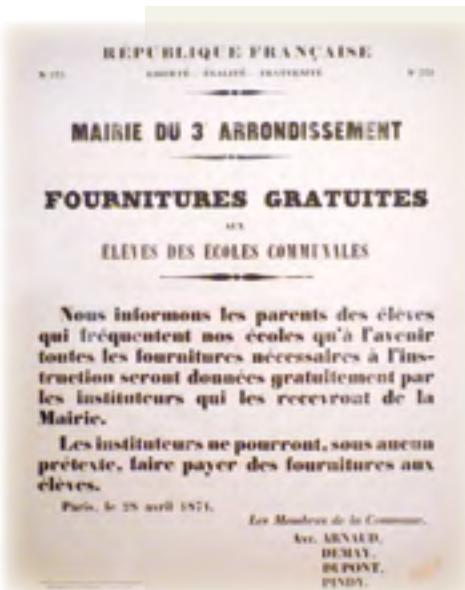
*Proclamation de la commune de Paris, le 28 mars 1871,
place de l'Hôtel de Ville. Dessin de Lamy, le Monde illustré.*

L'œuvre de la Commune de Paris

"On avait hâte de s'échapper du vieux monde" Louise Michel

La Commune de Paris mit en place, en à peine deux mois, une démocratie citoyenne et participative, où les Élus d'une République sociale furent les représentants d'un peuple qui participait directement aux affaires de la Cité.

De nombreux clubs, citoyens et populaires, furent créés, pour débattre et proposer avec les élus du peuple. Tous les citoyens avaient droit à la parole et jouaient un rôle prédominant reposant sur la délégation de pouvoir, le contrôle de cette délégation et la participation citoyenne aux décisions.



Affiche de la Commune de Paris informant de la gratuité des fournitures scolaires.

Parmi les mesures progressistes et visionnaires prises par la Commune de Paris, citons :

- l'abolition de la peine de mort,
- la séparation de l'Église et de l'État,
- le début de l'école gratuite et laïque,
- l'émancipation féminine : instruction pour les jeunes filles, participation des femmes à la gestion municipale, droit à l'union libre et au divorce,
- la liberté de la presse,
- la création de bureaux d'embauches,
- l'interdiction d'expulsion des locataires,
- l'égalité de salaire entre instituteurs et institutrices, sous l'impulsion de l'Union des femmes pour la défense de Paris,
- le travail de nuit interdit dans les boulangeries,
- l'accès de tous à la culture, aux musées, bibliothèques.

La Commune de Paris sera finalement vaincue durant la *Semaine sanglante* (21-28 mai 1871). Les troupes de Thiers tueront près de 20 000 communards.

Villejuif a rendu hommage à la Commune de Paris en donnant à certaines rues le nom de ceux qui se battirent pour conquérir de nouveaux droits : rue de la Commune, rue Edouard-Vaillant, rue Eugène-Varlin, rue Louise-Michel, sentier Jules-Guesde, rue Jules-Vallès.



Edouard Vaillant



Eugène Varlin



Louise Michel



Jules Guesdes



Jules Vallès